

Rapport d'activités 2020

*L'agriculture,
séductrice du grand
public !?*

12 mars 2021 Châteaulin

Responsables de dossiers

Responsables
Installation



Simon LE BAUT
Didier MIOSSEC

Responsables
Foncier



Sabrina SUIGNARD
Quentin SERGENT

Responsables
Lait



Romain MARCH
Stéphane EDERN

Responsables
Porc



Yannick GALLIOU
Sébastien LAMOUR

Responsables
Légumes



Sébastien BUORS
Léonard GUEZENOC

Responsable
Veaux de
boucherie



Yann LE GAC

Responsables
Communication



Guillaume DIVANACH
Florian KEREDEL

Sommaire

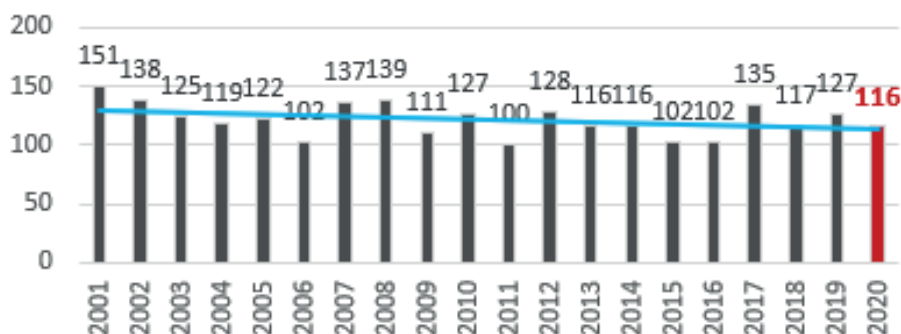
Installation	p. 4
Foncier	p. 11
Lait	p. 12
Porc	p. 16
Légumes	p. 19
Veaux de boucherie	p. 21
PAC	p. 23
Communication	p. 25
Vie du réseau	p. 28
Manger français	p. 32
Actions syndicales	p. 35
Vie du syndicat	p. 39
Victoires syndicales	p. 40

Installation

Chiffres 2020

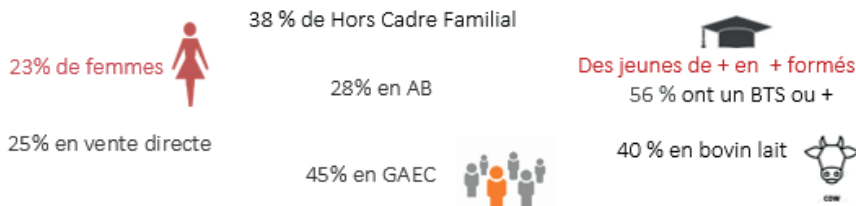
Evolution des Installations en Finistère

Installations aidées - Finistère



En 2020, le nombre d'installations aidées a diminué par rapport à 2019, et est passé de 127 à 116. La tendance des 20 dernières années reste à la baisse. Mais rappelons tout de même que nous sommes le 5e département français en nombre d'installations !

L'installation et la transmission restent des enjeux prioritaires du syndicat. Jeunes Agriculteurs du Finistère a donc poursuivi ses actions d'information et de communication auprès des potentiels futurs installés, quelle que soit l'avancée de leurs projets, et auprès des futurs cédants. Ce travail s'est effectué en collaboration avec toutes les organisations agricoles concernées par la problématique du renouvellement des générations en agriculture.



Covid-19: un Impact sur l'installation des jeunes

Côté installation des jeunes, le télétravail soudain et obligatoire a généré des problèmes dans la gestion des dossiers d'installation, et notamment sur deux volets : leur incapacité à pouvoir suivre les formations de leur 3P et donc valider leur dossier d'installation pour passer en CDOA d'une part; et d'autre part, la non-tenue des instances de gestion du foncier et donc la non délivrance des autorisations d'exploiter dans les délais impartis.

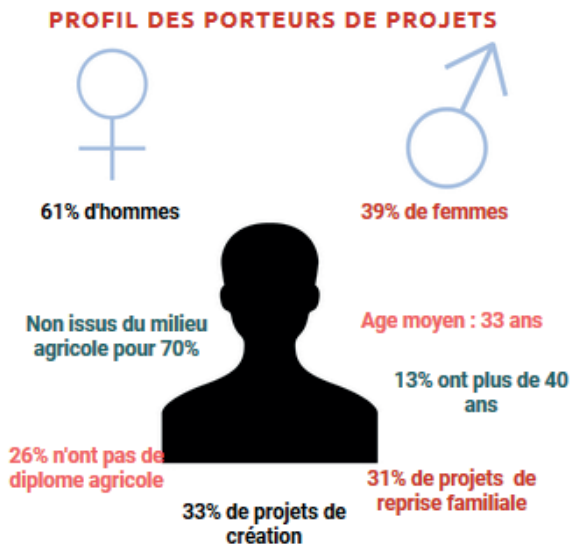
Les chiffres du PAI

En 2020, JA continue d'assurer la coordination du PAI des 4 départements. Les JA ont su s'adapter à la situation, notamment en réalisant la plupart des permanences PAI lors du premier confinement au printemps.

En 2019, 1844 porteurs de projets avaient contacté le PAI en Bretagne, 1911 en 2018. En 2020, ce nombre a augmenté: 2085 personnes ont pris contact avec les conseillers des quatre départements. Parmi eux, 495 personnes ont contacté le PAI 29, dont 39% de femmes, ce nombre est stable.

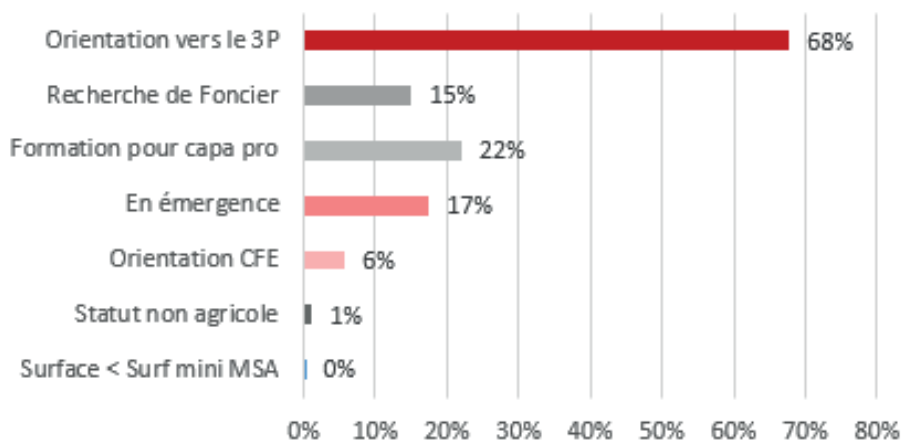
Une très grande majorité (84%) a entre 20 et 40 ans, proportion qui a augmenté par rapport aux années précédentes.

Au niveau des diplômes, 20% des appels concernaient des personnes possédant un BPREA, mais plus d'un quart n'avaient aucun diplôme agricole.



Des réponses à des besoins

Orientations en fonction des besoins



Suite à leur appel au PAI, les porteurs de projets sont dirigés en fonction de leurs besoins. En 2020, 68% ont été orientés vers le parcours 3P. Un cinquième est parti vers une formation pour acquérir la capacité professionnelle agricole. 15% des appels concernaient la recherche de foncier.

La satisfaction des porteurs de projets vis-à-vis des informations et de l'accueil reçus au PAI est toujours aussi élevée : 91% des réponses sont positives.

La politique d'accompagnement à l'installation

COPIT 29

Tous les ans, JA 29 organise un COPIT (Comité d'Orientation Professionnel Installation/Transmission) en lien avec la Chambre d'agriculture.

Cette année il s'est déroulé le 9 juillet à la Chambre d'Agriculture de Quimper. Lors de ce temps d'échange, les partenaires ont travaillé sur le renouvellement des générations et l'actualité JA/Chambre dans ce domaine.

Ainsi, la Chambre a pu présenter le « Pack Installation », nouveau dispositif d'accompagnement pour les porteurs de projets. De notre côté, d'ici la fin de l'année nous proposerons une soirée d'échange sur l'installation.

Contrôle des Installations

En février ont été publiés les textes sur les contrôles des plans d'entreprise des jeunes installés depuis 2015. Ces contrôles permettent le versement de la deuxième fraction de la DJA (20%). Lors du CRIT, JA a travaillé avec les partenaires (notamment l'administration) afin d'obtenir une simplification de ces contrôles. Une des modifications obtenues est l'autorisation pour les jeunes d'envoyer leurs documents par voie dématérialisée. Les tous premiers contrôles ont été réalisés dans le Finistère.

Prochaine DJA & CRIT

Avec la future PAC, le dispositif à l'installation et la DJA vont subir des modifications. En effet, la région Bretagne va devenir autorité de gestion sur le volet installation. De plus, le cofinancement va changer: aujourd'hui il est à 80% pour l'Europe et 20% pour l'Etat, demain il sera à environ 50% pour chacun d'eux.

Concrètement, cela veut dire que les régions vont pouvoir proposer la configuration de DJA qu'elles souhaitent. JA Finistère participe aux travaux avec JA Bretagne et a donc commencé un travail, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture et les autres OPA, afin de présenter à la région leurs positions. Cela s'est traduit par la tenue de plusieurs groupes de travail, départementaux et régionaux. Tout d'abord un CREF (Comité Régional Emploi Formation) avec la Chambre d'Agriculture de Bretagne, durant lequel les élus JA ont pu discuter avec leurs homologues de la chambre des positions communes à tenir. Ensuite, lors d'un CREF élargi, ces propositions ont été présentées aux partenaires, c'est-à-dire les banques et la MSA.

Enfin, au mois de décembre a eu lieu un CRIT (Comité Régional Installation Transmission, présidé par le Conseil Régional), en partie en présentiel. Lors de cette réunion, chaque syndicat et organisation a pu présenter ses positions. Ce travail se poursuivra en 2021, en début d'année la Région présentera un bilan des différents points.

Commission ASP

Comme chaque année, Jeunes Agriculteurs a accompagné et soutenu des jeunes installés concernés par un passage en commission ASP, c'est à dire des agriculteurs risquant une déchéance totale ou partielle de leur DJA. En 2020, cela a concerné une quarantaine de dossiers pour la Bretagne, mais très peu en Finistère.

GAEC à l'essai

Lancé dans les années 90 en Haute Savoie à l'initiative des JA du département, le GAEC à l'essai est un accompagnement RH pour les jeunes qui veulent s'installer en société. L'objectif est qu'ils puissent tester l'association durant quelques mois avant de se lancer.

En Bretagne, le constat était que de nombreux cas d'association finissent sur un échec, à cause d'une mauvaise communication, ou de problèmes d'entente. Le projet a donc été lancé sous forme de test : 5 porteurs de projets ont testé le dispositif, accompagnés par la chambre d'agriculture. Les 5 jeunes accompagnés ont des profils très différents, les productions sont variées (porcs, lait, légumes). Dans le Finistère, un JA y a participé en production laitière.

JA a notamment appuyé le travail sur le statut du porteur de projet en essai. Il est important que son statut soit assuré et qu'il soit couvert correctement. Le 5 novembre a eu lieu un point d'étape sur le test. Il a été conclu que cet essai fonctionnait, et serait prolongé en 2021.

Groupes nationaux



JA Finistère a régulièrement participé à plusieurs groupes de travail organisés par JA National, en physique et en présentiel. En septembre par exemple, les élus et animatrices se sont réunis pour travailler sur l'organisation de la session RGA, prévue en février 2021 en Aveyron.

Une session RGA au Grand Bornand

En début d'année, 4 élus et 2 salariées du Finistère ont participé à la session RGA au Grand Bornand, où ils ont rejoint leurs collègues de toute la France. Durant 3 jours, différents points ont été abordés. Le premier jour était tout d'abord dédié aux actualités, et à la remontée des problématiques régionales et départementales. Puis, plusieurs intervenants étaient présents : un représentant de la chambre des métiers et de l'artisanat, de la MSA, du Ministère de l'Agriculture et de Terragreau. Le but était de réfléchir à la problématique « Comment réussir à mieux communiquer sur le



métier d'agriculteur ? ». Le deuxième jour était plutôt dédié à l'amélioration de l'orientation des jeunes, et à la promotion du métier. Ce travail a été effectué sous la forme d'ateliers, ce qui a permis à chacun d'exprimer ses idées. Enfin, le dernier jour, les réflexions se sont focalisées sur la formation, et la session s'est terminée sur des interventions d'un représentant de l'Etat et de régions de France.

Groupe Installation Lait



En février 2020 JA Finistère a organisé un groupe installation-lait sur le thème de la rentabilité du temps de travail. Inquiets d'une augmentation du temps de travail estimé dans les dossiers d'installation, principalement en production laitière, JA 29 a sollicité Delphine Scheck et Anne Braz (Chambre d'Agriculture et CERFrance) qui sont intervenues pour échanger avec les adhérents.

Le nombre de JA présents à cette soirée prouve l'importance du sujet ! JA29 défend une agriculture durable, c'est-à-dire, viable, vivable et transmissible !

Les échanges portaient sur la cohérence globale du projet. La cohérence économique va de paire avec la rentabilité du temps de travail, et la cohérence sur le volume de travail par UTH. Le but de cette soirée était de sensibiliser et de montrer les pistes pour augmenter la rentabilité ramenée au temps de travail pour les jeunes porteurs de projet et installés.

Le travail continue en 2021 !

Demain Je - Forum à l'installation

Comme chaque année, JA 29 a organisé des actions de promotion métier. En raison du Covid-19, certaines de ces actions ont dû être annulées, mais 6 interventions en établissements agricoles (Demain je m'installe) ont pu être réalisées. Malheureusement le forum à l'installation, prévu en novembre, a été annulé.

Les interventions dans les écoles sont très appréciées des élèves et des professeurs. En 2020, les élus et les animatrices de chaque département ont continué leur travail d'harmonisation des pratiques, et ont également réfléchi à de nouveaux outils qui pourront permettre de rendre ces interventions plus interactives, dynamiques : jeux, applications, etc...

Guide et site Stage Agricole



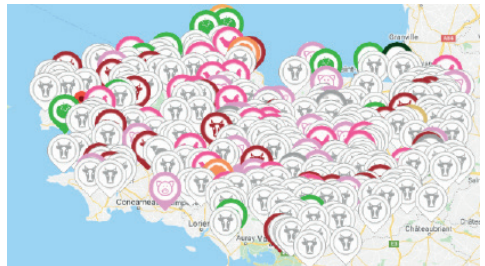
En 2020, un gros travail a été fait entre JA Bretagne, les départements et les différents partenaires afin de concevoir le Guide du stagiaire.

Sous un format ludique et interactif, ce guide d'une vingtaine de pages, s'adresse aux futurs stagiaires, et leur donne des conseils et astuces pour trouver et réussir leur stage. Une deuxième partie, rédigée avec la participation des partenaires, oriente les stagiaires vers les interlocuteurs adaptés pour les guider vers une potentielle carrière dans l'agriculture.

Ce guide a été posté sur le site <https://bretagne.stage-agricole.com/>, et sera présenté lors de conférences

de presse en 2021.

Le site, géré par JAB, toujours aussi actif, regroupe environ 300 exploitations et presque une centaine de stagiaires potentiels.



Foncier

Politique

Depuis 2017, JA National travaille en concertation avec les différentes OPA sur la préparation d'une loi foncière. En 2020, le Gouvernement a annoncé qu'elle ne verrait pas le jour avant la fin de son mandat. Cependant, une proposition de loi va être déposée par le député JB Sempastous, sur les mutations de part du foncier.

Cette proposition de loi n'a été lancée que grâce au soutien du syndicat national, qui a fait remonter les besoins des différentes régions et département. JA Bretagne a apporté ses problématiques lors d'un groupe foncier national le 15 avril 2020. JA Finistère a aussi fait remonter ses interrogations et problématiques auprès de l'administration et des parlementaires, lors de différentes audiences.

Lait

Origine: Etiquetage de l'origine du lait prolongé



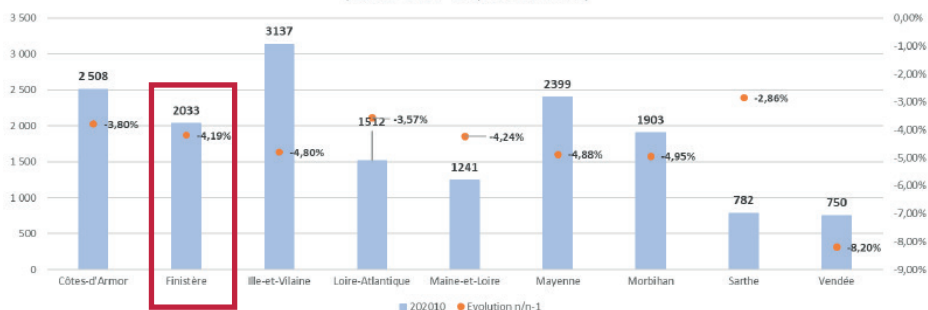
Le 25 mars dernier, le Conseil d'Etat a rendu un avis favorable sur le projet de décret prolongeant jusqu'au 31 décembre 2021 celui relatif à l'indication de l'origine du lait et des viandes utilisées en tant qu'ingrédient. Initialement prévu jusqu'au 31 décembre 2018, cette expérimentation avait déjà fait l'objet d'une prolongation jusqu'au 31 mars 2020.

Conjoncture

Malgré les deux confinements, la demande en produits laitiers s'est globalement maintenue et les exportations françaises ont donc stagné. Les achats en magasins sont même repartis à la hausse en fin d'année notamment sur le lait liquide, le beurre et la crème. Pourtant, les prix ne progressent pas et les EGA tardent à se faire appliquer.

Ce qui a marqué l'année 2020 en Bretagne c'est surtout le recul de la collecte, accompagné d'une baisse du nombre de vaches laitières globale dans le Grand Ouest.

Nombre de points de collecte par département et évolution en %
(Source : CNIEL - Sinaps Qualité du lait)

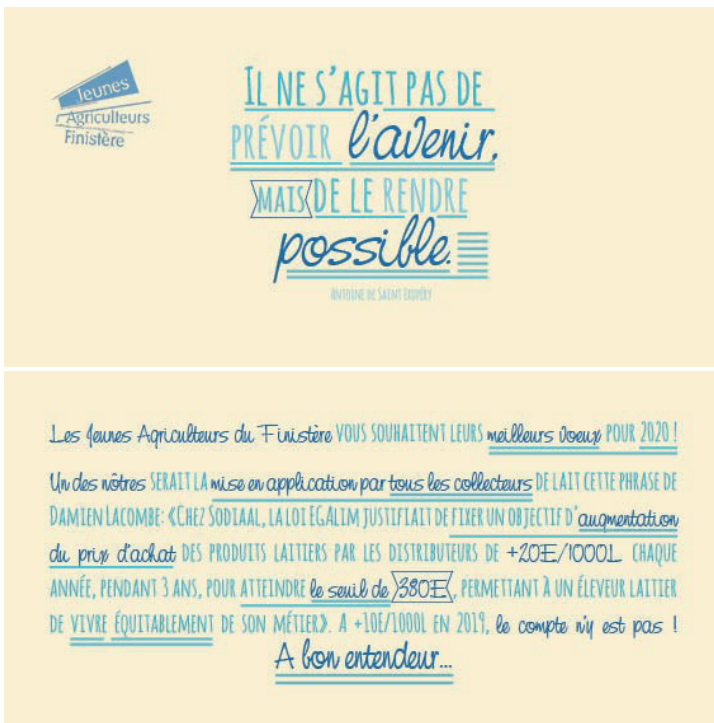


Application des EGA

En tout début d'année 2020, les perspectives de la filière étaient plutôt bonnes mais la crise de la COVID-19 a beaucoup impacté les cours mondiaux avec une forte baisse du prix du lait. Au mois d'avril, la FRSEA Ouest -section lait réagissait avec un courrier demandant l'application des EGA par le Gouvernement :

« Les actions mises en œuvre ont permis que tout le lait en France soit collecté en plein pic de production. [...] Ils apercevaient depuis le début d'année des perspectives plus favorables. La cause est l'effondrement, depuis 5 semaines, des cotations mondiales et européennes sur la poudre de lait et sur le beurre. Après les annonces politiques, la commission européenne doit maintenant mettre en œuvre rapidement les mesures permettant de soutenir les marchés. [...] Les pouvoirs publics doivent remettre de l'ordre et mettre en place des actions fortes pour faire respecter les EGA. C'est de leur responsabilité. »

JA 29 a adressé en début d'année 2020 ses vœux aux laiteries, afin que la loi EGAlim soit respectée et qu'il y ait enfin des retombées pour les producteurs :



Malheureusement, en fin d'année, à l'approche des négociations commerciales, force était de constater que la rémunération des éleveurs était encore loin du compte.

Une aide pour inciter à la baisse des volumes

Le confinement de début d'année a grandement perturbé l'organisation et les marchés de la filière, notamment dans la Restauration Hors Domicile (collective et commerciale avec la fermeture des écoles et des restaurants). À l'approche du pic saisonnier de production, les outils de transformation ont rapidement été saturés. C'est pourquoi, l'interprofession a demandé à la Commission Européenne l'autorisation de mettre en place pour le mois d'avril une mesure d'incitation à la baisse de production, financée sur les réserves propres du CNIEL à hauteur de 10 millions d'euros, consistant à indemniser tout éleveur dans son effort de limitation de production dans l'intérêt de l'ensemble de la filière. L'aide assure une indemnisation à 320€/1000L pour une réduction de volume comprise entre 2 et 5 % entre les situations avril 2019 et avril 2020.

Les JA du Finistère, accompagnés par la FDSEA, ont rédigé un courrier à SODIAAL, première laiterie à demander cette baisse à ses éleveurs en mars 2020. Finalement, la baisse de production a été auto financée par les producteurs qui payent une cotisation au CNIEL.

« Outre l'aspect financier, cette annonce donne un sacré coup au moral des producteurs. D'autant plus que ce coup bas provient en premier lieu d'une coopérative sensée défendre ses producteurs et qui risque d'emporter toute la filière dans sa spirale ! »

A quand un message fort pour motiver nos campagnes à maintenir une production stable et retrouver une vision d'avenir pour nos jeunes installés et en devenir plutôt que l'impression de servir d'amortisseur à l'ensemble de la filière ! » s'exprimaient Alexandre CASTREC et Alain SALOU, responsables du dossier lait aux JA et FDSEA 29.

Juillet - Echange entre les responsables FDSEA / JA et Damien Lacombe sur le référentiel bio de SODIAAL.

Les élus présents ont alerté sur le risque d'inflation normative unilatérale sans réelle rémunération des contraintes supplémentaires imposées au producteur en face. « Nous n'accepterons pas des normes de production qui vont au-delà du cahier des charges bio national et qui risquent de créer un précédent pour la production laitière bio et par ricochet qui affecteraient la production laitière conventionnelle et l'ensemble des productions agricoles ! »

JA National va par ailleurs lancer un « groupe bio » en 2021.

Participation au groupe lait national

JA Finistère a participé au groupe lait JA National de fin d'année permettant ainsi d'insister sur la nécessité:

- de renforcer l'organisation de la filière et notamment des organisations de producteurs pour peser dans les négociations commerciales d'une part, et pour donner plus de poids aux producteurs globalement. Ce sujet devrait être développé lors de la « session ruminants » de 2021.

- de faire appliquer les EGA, notamment sur la prise en compte des coûts de production. Demande renforcée par l'augmentation continue des prix des fournisseurs et partenaires de l'exploitation. La collecte étant en baisse en Bretagne, il faut donner des perspectives aux jeunes installés de demain.

Relance de la dynamique régionale en fin d'année

En novembre, un groupe lait JAB a été organisé en visio – confinement oblige, afin de relancer la dynamique régionale sur le dossier. Il a été décidé d'organiser sur le premier trimestre 2021, une série de visio thématiques pour améliorer la connaissance de l'organisation de la filière pour les nouveaux responsables JA. En amont de la session ruminant, un groupe présentiel sera organisé pour faire un focus sur les Organisations de Producteurs et l'AOP Grand Ouest (Pop lait).

Porc

Conjoncture: des cours en baisse et une fluidité Incertaine

L'année 2020 aura été marquée par la baisse du cours du porc. Au marché du porc breton, le prix de base terminera l'année à 1,20€/kg. En moyenne sur onze mois, le prix s'établit à 1,390 €/kg en 2020, contre 1,480 €/kg en 2019, soit un repli de 7%. Parallèlement, le prix Ifip de l'aliment industriel pour porcs à l'engrais a continué d'augmenter.

Au-delà du prix, c'est le nombre de porcs commercialisés au MPB qui a posé problème au second semestre. Ainsi, lors du marché du 12 novembre, seuls 14 065 porcs ont eu une enchère (sur 24 329 porcs présentés), alors que ce sont environ 380 000 porcs qui sont abattus chaque semaine. Difficile d'établir une cotation fiable et non discutable avec seulement 3,7% des animaux. De fait, deux courriers ont été rédigés par JA Finistère : un premier adressé à l'UGPVB pour inciter les groupements à jouer le jeu du marché et d'autre part, une lettre ouverte aux éleveurs afin de les alerter et de leur rappeler tout ce que la construction du MPB a apporté aux producteurs de porcs:

- Un même système de pesée et un classement garanti par UNIPORC pour l'ensemble des producteurs.
- Un délai de paiement à 14 jours et une garantie de paiement pour les porcs passant par le MPB.
- Une convention interprofessionnelle garantissant le délai d'enlèvement à 7 jours, un abattage dans les 18h suivant l'enlèvement, une répartition des coûts en cas de mortalité (transport notamment).

Même si la demande est restée correcte sur le marché français, la situation s'est compliquée sur le marché intra-communautaire. En effet, la fièvre porcine africaine a particulièrement touché l'Allemagne qui a, de fait, perdu son agrément à l'exportation vers la Chine. Les porcs allemands ont donc afflué et engorgé le marché. Ce stock a provoqué une baisse des prix rendant les porcs allemands hyper attractifs pour les salaisonniers français.

A cela est venu s'ajouter la crise de la COVID-19 qui a fortement impacté le plus gros abattoir allemand. Cet abattoir étant particulièrement dense, les restrictions sanitaires ont imposé la diminution par deux des effectifs salariés sur la chaîne.

En France, au printemps dernier, la crise sanitaire est également venue chambouler l'organisation de la filière porcine. En effet, la déclaration de dizaines de cas Covid au sein de l'abattoir Kermené a généré des retards d'abattage et donc d'enlèvement des porcs dans les exploitations. Fin mai, 180 000 porcs étaient bloqués dans les élevages bretons. Un courrier a donc été rédigé par les JA et la FRSEA Bretagne aux parlementaires et aux Préfets de la région pour qu'ils se saisissent du sujet.

Projet d'Association d'Organisation de Producteurs (AOp)

Cela fait plusieurs années que JA Finistère appelle de ses vœux la création d'une AOP regroupant l'ensemble des organisations bretonnes afin de construire une vision collective au service des producteurs de porcs tout en pesant plus face aux acheteurs. C'est tout le travail de concertation, de co-construction, de négociation qui a été entamé en 2020. Pendant plusieurs mois, le projet a connu des difficultés d'avancement. Des intérêts divergents entre les OP et certaines incompréhensions ont gelé les avancées. En début d'année 2020, nous avons organisé un groupe porc ouvert à tous les adhérents en production porcine, avec l'intervention de David Louzaouen, Olivier Billon et Eric Donval.



JA Finistère a organisé une rencontre avec les jeunes administrateurs des groupements et les président acteurs sur le département, en endossant ainsi un rôle de « médiateur » afin de recueillir les réticences des différentes parties prenantes et de démêler les points de blocage. Nous nous réjouissons de la manière dont s'est déroulée cette réunion et plus globalement des discussions constructives de la fin d'année. Nous espérons que ces échanges déboucheront sur une concrétisation de l'AOP porc début 2021.

Lors de cette rencontre, nous avons aussi alerté les responsables de groupements de la situation du MPB, qui ne voyaient pas de problème majeur.

Marché du porc breton

Suite aux rencontres des groupements, le bureau porc JA 29 a décidé de proposer une nouvelle version de la convention du MPB, en vigueur depuis sa reprise en 2015. Le but étant qu'elle soit plus protectrice pour les éleveurs apporteurs au Marché et incitatrice pour le respect des quotas des OP, et des acheteurs.

Le travail reste encore à faire en 2021 avec notamment l'appui de la SICA St Pol pour nous apporter son avis extérieur.

Castration

La castration à vif est destinée à éviter que la viande de porc ait une mauvaise odeur. D'après l'arrêté paru le 24 février 2020, elle sera interdite en France à partir du 31 décembre 2021.

Dès le mois de juin, dix organisations de producteurs se sont saisies du sujet en rédigeant un courrier à leurs éleveurs s'engageant à mettre sur le marché, des porcs charcutiers issus d'élevages ayant arrêté la castration des porcelets. «Le prix de base sera un prix moyen s'appliquant à une population de porcs femelles et de mâles entiers», et non de mâles castrés comme c'est le cas actuellement.

Tout le travail que cette interdiction va engendrer est amorcé : adaptation des élevages en termes de génétiques, de volumes, de gestion du stress...

JA Finistère pense que les mâles entiers sont la norme de demain mais n'est pas opposé à la castration dans la mesure où elle répond à un cahier des charges spécifique. Cette pratique, peu importe la méthode employée, devra être valorisée pour le producteur et répondre à une attente sociétale.

Légumes

Conjoncture: une bonne saison mais des inquiétudes sur la montée en gamme

En 2020, la conjoncture a été, de manière générale, plutôt bonne en fruits et légumes (échalotes, choux, endives, potimarrons, ...) que ce soit en bio ou en conventionnel en Bretagne. Néanmoins, le constat est beaucoup moins vrai pour le sous-abri en agriculture biologique. En effet, la réglementation a changé avec une impossibilité de commercialiser des légumes bios sous serres chauffées avant le 1er mai. Or, les pays voisins, notamment l'Espagne et l'Italie, sont bien implantés sur les marchés à cette période et il est, de fait, difficile de les déloger afin de se faire référencer en magasin. La commercialisation en bio n'est intervenue qu'après le premier confinement ; période qui a été très propice au commerce des légumes français. Les producteurs sous abris bio n'ont donc pas pu en bénéficier. De plus, toujours dans ce cadre, l'ultimatum de devoir passer aux énergies renouvelables d'ici 2025, pèse sur les installations qui se font de plus en plus rares. En effet, une telle obligation engendrerait des investissements considérables.

Plus globalement, les producteurs s'inquiètent de voir une demande sociétale de plus en plus portée vers la montée en gamme alors même que la consommation n'est pas au rendez-vous. Ces sujets devront faire l'objet de groupes de réflexion en 2021.

Impact COVID-19: augmentation du Manger Français

Le contexte de la Covid-19 a un peu déstabilisé les marchés. Mais le constat que l'on peut faire est que la demande en produits d'origine française a plutôt augmenté en 2020. Raison de plus pour renforcer le travail du Manger Français dans la restauration hors domicile : restaurateurs d'une part et acteurs de la restauration collective d'autre part.

Fiscalité

Le TODE était un dispositif pérenne jusqu'à fin 2018. Depuis, il a été transformé en mesure temporaire. Chaque année, sa reconduction est donc remise en cause. JA29 souhaiterait que ce dispositif soit pérennisé. En effet, il représente des exonérations de charges conséquentes pour les exploitations légumières.

Soirée légumes JA29



Le 24 février, nous avons organisé un groupe légumes JA (St Pol de Léon) sur la thématique des ZNT. Le secteur légumier est touché de plein fouet par cette nouvelle réglementation du fait de la structuration des communes littorales (petites parcelles, habitat morcelé,...).

Claire Gouez, du service environnement de la Chambre d'Agriculture, nous a présenté le cadre réglementaire, s'en sont suivi des échanges avec les maires de Mespaul (Bernard Floc'h) et Plougoulm (Patrick Guen), notamment sur les pratiques, ou encore, comment éviter les conflits avec les riverains.

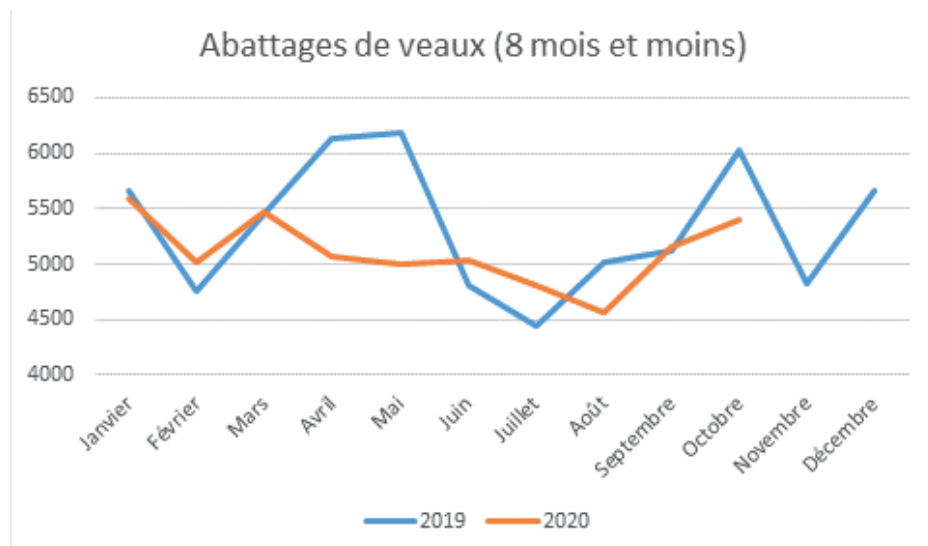
Globalement, ce qui ressort est qu'il y a peu de produits ayant une ZNT riverain de 20 mètres (perturbateurs endocrinien et CMRI) et que l'on va tendre vers un arrêt de leur utilisation.

Aujourd'hui, beaucoup de question restent sans réponses : les zones d'agrément ne sont pas encore définies et la liste des produits n'est pas encore sortie. Est-ce que les ZNT pourront être valorisées par la PAC ? Nous attendons les réponses de l'Etat, mais apriori si les surfaces sont mises en herbes et font 5m de large elles pourront être déclarées en SIE.

Bernard Floc'h et Patrick Guen nous ont aussi rappelé que les mairies ont le rôle de médiation. Il ne faut surtout pas attendre que les situations conflictuelles entre les agriculteurs et les riverains s'enveniment pour avertir la mairie.

Veaux de boucherie

Une crise structurelle



Le veau de boucherie connaît une crise structurelle depuis plusieurs années. Le nombre de veaux sur le marché est trop important par rapport au nombre de places d'engraissement, tout comme le nombre de veaux engraisés par rapport aux débouchés qu'il y a à l'abattoir.

Les intégrateurs ont décalé le problème en augmentant la durée d'engraissement ainsi que les durées de vide-sanitaire, montant jusqu'à 200 jours pour une moyenne de 175 jours en Prim'Holstein. Un léger mieux a donc pu être observé fin 2019 car moins de veaux sont entrés dans les élevages sur l'année et les petits veaux étaient exportés vers l'Espagne.

Par ailleurs, pour ne pas trop impacter les coûts de productions, la tendance est d'augmenter la consommation d'aliments fibreux ce qui risque de détériorer la qualité de la viande. Les éleveurs de veaux croisés s'en sortent légèrement mieux par la distribution au détail et les bouchers indépendants, même si les ventes suivent la courbe de prix des veaux purs Holstein.

Le marché des veaux est fortement impacté par la crise de la Covid qui a engendré la fermeture des restaurations collectives et des restaurants. Les veaux se retrouvent stockés dans les élevages (départs à l'abattoir reculés) et on retarde les arrivées de veaux en augmentant à nouveau les vides sanitaires. Au-dessus de 50 jours de vides, certains intégrateurs ont payé le vide pour aider leurs éleveurs.

L'offre augmentant fortement par rapport à la demande en baisse, le prix du veau a donc fortement chuté. Par rapport à la Hollande, gros producteur Européen de veaux de boucherie, la France s'en sort mieux du fait d'une consommation intérieure supérieure. Les Hollandais vendent une grosse partie de leur production à perte actuellement en jeunes bovins (JB).

La filière veaux (INTERBEV) ainsi que la filière lait (CNIEL) tentent désormais de trouver une solution pour désengorger le marché, en assurant un autre débouché pour les veaux purs Holstein car la filière des veaux boucherie ne peut plus absorber tous les veaux laitiers.

Un contexte particulier

L'année 2020 a enfin permis de voir avancer le sujet PAC, jusqu'alors bloqué d'une part, au niveau européen notamment par le Brexit et d'autre part, au niveau régional, breton, par le projet de régionalisation de la PAC du Conseil Régional. Ces ambitions avaient d'ailleurs suscité de vives inquiétudes qui ont engendré l'envoi d'un courrier sous l'égide du CAR élargi dès Février 2020 :

« L'ensemble des structures composant le CAR de Bretagne considère que la priorité est le combat commun pour un budget à hauteur des ambitions et qu'une gestion décentralisée, au niveau de la région, n'apporte pas les garanties d'un budget préservé. Il n'est pas favorable à une gestion décentralisée de l'ensemble des fonds de la PAC (1^{er} et 2nd piliers) par la Région Bretagne. »

Abandon du projet de régionalisation de la PAC en Bretagne

Finalement, le 6 octobre, l'Association des Régions de France et le Ministère ont annoncé que les régions seraient uniquement autorité de gestion sur les aides non surfaciques du second pilier. De fait, les échanges avec le Conseil Régional ont pu reprendre.

Ainsi deux rencontres ont été organisées : le 1^{er} septembre et le 9 novembre. Le CRIT (Comité Régional Installation Transmission) du 14 décembre a également traité de la future programmation.

Un calendrier bousculé

Toutefois le retard dans les négociations du au Brexit mais aussi à la crise de la Covid-19 ne permettront pas de voir débiter la nouvelle programmation au 1^{er} janvier 2021 comme prévu. Deux années de transition sont prévues pour une mise en œuvre de la future programmation en 2023 (mêmes règles que la programmation en cours mais nouveau budget).

En juillet 2020, le budget de la PAC a été adopté. Avec un montant de 386 milliards d'euros, le budget est en baisse par rapport à la dernière programmation mais le pire a été évité : les 330 milliards annoncés en début d'année.

Suite au confinement, un plan de relance a été annoncé dont 1.2M d'euros seront dédiés à l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt. La région Bretagne s'est vue dotée d'une enveloppe de 22 millions pour 2021 et le même montant pour 2022. Ces enveloppes viendront directement compléter les fonds du PCAEA pour les deux années à venir.

Fin 2020, les trilogues sont en cours entre la Commission Européenne, le Conseil des Ministres et le Parlement.

Les changements annoncés

Les éco régimes sont rendus obligatoires pour les Etats Membres (EM). Ils devraient représenter de 20 à 30% du premier pilier. Nous devons être force de proposition pour que les dispositifs mis en place puissent inclure un maximum d'agriculteurs de notre territoire.

Les paiements redistributifs deviennent facultatifs. Les aides couplées devraient tendre à diminuer mais les OP devraient pouvoir bénéficier de Programmes Opérationnels. Un PSN (plan stratégique national) sera accepté par les EM. Chaque région a travaillé sur sa contribution à remonter au national pour composer le PSN en 2020.

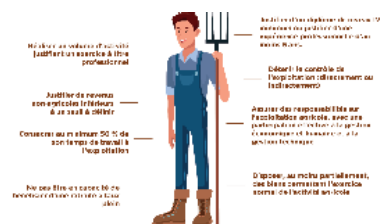
De nombreux groupes thématiques

Au vu des enjeux, JAB devait organiser son Assemblée Générale sur le thème de la PAC. Ainsi, Christophe Hamon, directeur de Breiz Europe a été rencontré en Mars afin de préparer son intervention le jour J. En raison de la crise sanitaire, la partie plénière de l'AG n'a pas pu se tenir.



En parallèle, l'AG JA29 du 13 mars 2020 s'était tenue en présentiel avec l'intervention par visioconférence de Jérémy Decerle, député européen. Il pouvait ainsi nous apporter son point de vue, les actualités et les vigilances à avoir sur les négociations.

En Septembre 2020, les JA bretons ont pu assister à la tournée PAC : une journée dédiée au sujet avec Guillaume Defraiteur et Julien Caillard de JA National. Nous avons ainsi pu partager les positions Grand Ouest et nous approprier les positions nationales.



Début Octobre, un groupe CRAB, FRSEA et JA a permis d'affirmer les positions jeunes :

- 4% du budget P1 P2 dédié aux aides jeunes (paiement additionnel jeune et DJA)
- et la défense de la définition de l'actif essentielle à JA pour arrêter les dérives (retraités qui bénéficient de la PAC notamment).

Communication

La promotion du métier

Campagne d'affichage

En août 2020, JA29 a lancé une campagne d'affichage dans tout le département pour promouvoir le métier d'agriculteur, la passion et la proximité des producteurs. Le but était aussi de sensibiliser les consommateurs et leur redonner confiance et intérêt pour notre agriculture. C'est donc plus d'une cinquantaine de communes qui ont répondu favorablement avec divers affichages: bulletins municipaux, bâtiments publics, panneaux sucettes, sites internet et réseaux sociaux...Le mot d'ordre: #OnVousNourritTousLesJours



Création du logo Agrifête

Afin de créer une uniformité et une cohérence dans la communication, JA29 a réalisé un logo unique pour Agrifête. Repris tous les ans, il permettra une identification et une reconnaissance de l'évènement plus claire et plus visible dans le temps par les visiteurs.



Agrifête 2020 - Edition annulée



Après 6 mois de travail d'organisation de la grande fête annuelle du département, le comité d'organisation, composé d'une trentaine de JA du canton de Saint Renan, s'est vu obligé d'annuler Agrifête en 2020. En effet, le contexte sanitaire et les mesures annoncées ne permettaient pas de maintenir une telle manifestation.

Malgré tout, la motivation reste au rendez-vous et le travail déjà effectué n'est pas vain, puisque l'édition de Milizac aura lieu en août 2022 dans les

mêmes conditions que prévues en 2020.

Faites le Plein des Sens

Comme tous les ans, l'opération de communication régionale sur le métier et les produits bretons, à destination du grand public, a eu lieu sur le marché de Guerlesquin le 03 août 2020.



Le calendrier des JA

Une nouveauté cette année avec la sortie du 1er calendrier des JA29! Une façon de promouvoir le métier, les agriculteurs, les produits, mais aussi la saisonnalité, les pratiques de manière pédagogique. Chaque mois a été dédié à une production, une pratique, accompagné d'un petit texte explicatif, qu'il s'agisse de la moisson, de l'ensilage, de l'épandage. Compte tenu du contexte, les calendriers ont été vendus en ligne via notre page Facebook, mais aussi dans les cantons.



Les réseaux sociaux

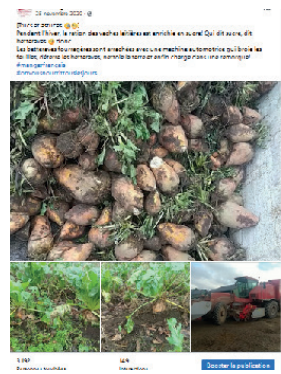
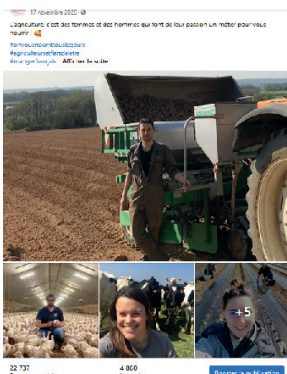
Formation

Le 14 janvier 2020, le groupe Agribashing JA29 a organisé une formation de communication sur les réseaux sociaux. Facebook, Twitter, Instagram, comment créer une publication et parler de son métier ? Que dire et comment ? Autant de questions auxquelles l'intervenant, Mathieu Simon d'Agriculteurs de Bretagne, a répondu. Le but était de pouvoir lever les freins, les appréhensions pour être présents sur les réseaux et parler de son métier, de son quotidien.



Campagne de communication

En novembre, les JA29 ont profité du confinement pour réaliser une campagne de communication sur la page Facebook en diffusant des photos, des vidéos du quotidien des agriculteurs.



Vie du Réseau

Assemblée Générale JA29

Basée sur le thème de l'installation, ou «comment installer demain?», l'AG JA29 a eu lieu, par chance, à la veille du 1er confinement. Jérémie Decerle, député européen, était intervenu, en visio, pour nous parler de la PAC; ainsi qu'Alexis Roptin, en charge du dossier installation pour les JA Pays de la Loire. Cette AG a également été marquée par l'élection du nouveau conseil d'administration.



Le séminaire des administrateurs



Suite au conseil électif, les nouveaux administrateurs JA29 se sont retrouvés fin août pour une journée de séminaire. Accueilli sur l'exploitation d'Anthony Toulancoat, le séminaire avait pour but de connaître le rôle d'administrateur, les contours, mais aussi le fonctionnement de JA, et surtout créer du lien entre administrateurs et avec les animatrices. Egalement, des ateliers de travail ont été mis en place pour échanger sur les lignes syndicales, les objectifs du mandat, les actions à mettre en place.



Congrès JA National

Malgré le contexte sanitaire imposé, le congrès national a tout de même pu avoir lieu en octobre dernier à La Baule, où une délégation bretonne s'est rendue. On retient les temps forts de ces 3 jours: la séance des amendements, la présentation du Projet d'Identité JA, l'élection de l'équipe nationale qui intègre 2 administrateurs bretons, ainsi que les échanges avec Julien Denormandie.



Les AG locales

Compte tenu du contexte sanitaire et des mesures imposées pour les rassemblements, les cantons ont réalisé leur assemblée générale locale en début d'année 2021.

Un message de fin d'année



Pour les fêtes de fin d'année, l'ensemble des cantons du département se sont mobilisés pour passer un message à tous, en bord de route: Joyeuses fêtes, manger français. L'occasion de sensibiliser les consommateurs d'une part, et de rappeler que les agriculteurs

sont toujours présents.



La tournée des cantons

Début 2020, JA29 a fait sa tournée des cantons lors de 3 réunions par secteur: Brest, Quimper et Morlaix. L'occasion de faire un tour du département à la rencontre des adhérents pour échanger, évoquer l'horizon des différentes productions, écouter les attentes et problématiques du secteur et rappeler l'importance du réseau JA sur le département. Nous avons pu également présenter les différentes représentations de JA dans les diverses structures qui nous entourent, mais aussi les différentes actions de communication réalisées et à venir pour mobiliser le réseau. Enfin, cette tournée était l'occasion de susciter des vocations en vue de l'élection du nouveau conseil.



Conseil fédéral



En septembre dernier, JA29 organisait le 1er conseil fédéral de la nouvelle mandature afin de présenter au réseau la nouvelle équipe, les projets, les lignes syndicales et également pour recréer du lien avec les cantons. Divers sujets ont été abordés dans les filières (AOP, convention MPB, les EGA...), mais aussi sur la communication avec des projets d'amélioration

de notre présence sur les évènements.

Enfin, réunion d'échanges avec les cantons en groupe de travail pour connaître leurs besoins, et déterminer leurs objectifs afin de mettre en place des outils, des moyens d'actions pour remettre du lien avec le département, redynamiser les cantons et retrouver la mobilisation et la cohésion des équipes! Une soirée constructive riche en échanges.

La Manche en visite dans le Finistère

Dans le cadre d'un voyage d'étude, les JA de la Manche ont choisi le Finistère. Pendant 3 jours, ils ont sillonné le département en visite de différentes entreprises agricoles et para-agricoles. Les JA29 ont donc été sollicités pour les accueillir et leur faire découvrir nos exploitations. Une journée JA avec des visites en lait, porc et serres. Les problématiques, le prix du foncier, les techniques d'élevage ou de cultures sont différentes chez nos voisins, aussi ont-ils apprécié de découvrir les pratiques bretonnes, mais aussi l'accueil chaleureux des JA29 et de retrouver la convivialité JA.



Manger français

Réglementation pour l'étiquetage

En 2020, les diverses réglementations pour l'étiquetage se sont poursuivies notamment pour les produits à base de viande et de lait. Une 2ème prolongation a été obtenue jusqu'au 31 décembre 2021. Néanmoins, la saisine du Conseil d'Etat par Lactalis est toujours en cours et l'avis semble être plutôt défavorable à la continuité de l'expérimentation française.

En parallèle, le règlement INCO en vigueur au 1er avril 2020, a rendu obligatoire l'indication de l'origine de l'ingrédient primaire des produits transformés. Malheureusement cette initiative est moins précise que l'expérimentation française car il n'y a aucune obligation d'indiquer précisément le pays d'origine (mentions « UE », « non-UE » acceptées).

La loi étiquetage et transparence des produits alimentaires a été adoptée à l'unanimité le 27 mai 2020 à l'Assemblée Nationale et a mis à disposition des données présentes sur les produits pré-emballés :

- Etiquetage de l'origine des miels par ordre pondéral décroissant ;
- Interdiction de l'utilisation de dénominations pour décrire des produits d'origine animale (steak, lait, escalope...) pour des produits à base de végétaux
- Encadrement de l'affinage en dehors de la ferme pour les fromages fermiers
- Etiquetage plus précis pour la filière viticole et pour la filière brassicole

Nous sommes en attente des décrets d'application.

Lancement de la démarche « Plus près de vous et de vos goûts »



Lundi 9 novembre, sous l'impulsion du MAAF, les représentants des enseignes de la grande distribution ont signé une charte d'engagement de mise en avant des produits frais agricoles, aquatiques et des produits locaux en grande distribution. Une initiative qui s'inscrit dans le prolongement des États Généraux de l'Alimentation (EGA). Concrètement, ces produits

seront mis en valeur dans les étals des supermarchés, sur les sites Internet ou sur les supports publicitaires grâce à une bannière commune à toutes les enseignes: « Engagement, provenance et fraîcheur : plus près de vous et de vos goûts ».



Charte Métro

En janvier, la FNSEA, les JA et Métro ont signé une charte d'engagement pour valoriser les produits français et indirectement les agriculteurs. En Bretagne, un groupe dédié a permis de statuer sur la déclinaison potentielle de cette charte dans la région.

Des rencontres dans les magasins ou sur les exploitations ont été organisées. Néanmoins il a été décidé de ne pas se mobiliser dans les magasins pour faire la promotion de la charte dans la mesure où les agriculteurs ne peuvent pas percevoir d'indemnité pour ce travail de promotion.

Ainsi, dans le Finistère, JA a rencontré le grossiste Metro Brest et Quimper dans le cadre de la charte pour une meilleure valorisation de la production agricole française dans la restauration indépendante. Au programme : visite d'une exploitation laitière et de l'entrepôt Metro avec des échanges riches et intéressants et de futurs projets communs!



Groupe JA National

JA National s'est particulièrement saisi de l'enjeu du «Manger Français» pendant l'année 2020. Essentiel pour parvenir à l'objectif de la souveraineté alimentaire, et soutenu par les français pendant la crise de la COVID-19, le Manger Français s'est retrouvé au cœur de la communication JA dès le premier confinement. Une réunion dédiée a été organisée à l'automne. A la différence de JA Bretagne, l'angle choisi, pour le moment du moins, est essentiellement un angle de communication. Un plan de communication ainsi que la création d'un logo et une campagne de communication sur les réseaux sociaux ont été proposés.

Rencontre avec la DIRECCTE

En novembre 2020, la DIRECCTE a été rencontrée sur l'aspect « contrôles » de l'affichage de l'origine sur les étiquettes des produits en GMS. Pour rappel, en restauration collective, c'est la DRAAF qui est en charge des contrôles. Les problématiques retenues ont été d'une part le nombre insuffisant de personnes dédiées au contrôle (une dizaine de personnes seulement sur la région), d'autre part, le risque que ces contrôles soient délégués à des organismes tiers dans les années à venir, et enfin la difficulté pour les contrôleurs de remonter toute la chaîne et donc rendre les contrôles efficaces.

Création du boulier Manger Français: un outil ludique et pédagogique

Un groupe de travail dédié a été organisé avec les animatrices communication du réseau JA Bretagne pour élaborer une première version du boulier. En effet, depuis 2019, cet outil est en réflexion pour aller plus loin que le jeu des « emballages » élaboré quelques années plus tôt. Ce jeu composé d'une part de dés et d'autre part d'un boulier à taille humaine, permettra d'aller plus loin dans la discussion avec les joueurs. Le jeu devrait être construit à raison d'un exemplaire par département en 2021.



Actions syndicales

Choucas des Tours

Conférence de presse

Le printemps 2020 a été marqué par le nombre d'alertes des adhérents concernant les dégâts des Choucas des Tours sur les semis et resemis. La prolifération du choucas des tours augmente clairement depuis quelques années. Le corvidé est classé «protégé» au niveau européen, ce qui empêche sa régulation malgré une autorisation de tirs (12 000) sur le Finistère. JA29 a organisé, conjointement avec la FDSEA et la Chambre d'Agriculture, une conférence de presse le 2 juin à sur l'exploitation de 2 JA, pour alerter sur cette prolifération de choucas et sur les nombreux dégâts occasionnés sur les parcelles ensemencées.



Rencontre avec le Préfet



Ensuite, nous avons été reçus par le Préfet le 5 juin. Notre demande était de déclasser le choucas à «chassable» pour nous permettre de réguler sa population sans pour autant l'exterminer. Une étude pour compter et analyser la population de choucas étant en cours, il sera difficile d'obtenir le déclassement de l'animal avant

la fin de cette étude prévue pour septembre 2021. De plus, selon le Préfet, une demande de déclassement n'interviendrait pas avant 2022 et serait sûrement difficile à faire adopter en Assemblée.

Rencontre avec les Parlementaires

Pour compléter, le 11 Juin, nous avons accueilli quelques députés et sénateurs finistériens, toujours sur une exploitation JA, pour leur faire prendre conscience de la situation.

Rencontre avec les Jeunes Chasseurs du Finistère



En septembre dernier, nous avons rencontré les Jeunes Chasseurs du Finistère. La régulation, la prédation ou encore la gestion adaptative ont été évoqués, avec pour objectif de contenir le développement des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts, à partir du moment où l'effectif est inadapté au

territoire (limiter les dégâts sur cultures, équilibre cynégétique, ...). Aussi, l'agribashing ainsi que les attaques que subissent des acteurs ruraux ont été abordés.

Partageant les mêmes valeurs, le syndicat et les jeunes chasseurs représentent l'avenir de la ruralité finistérienne. C'est sur ces bases que les échanges se sont portés afin de savoir comment les deux structures pouvaient travailler ensemble afin de préparer au mieux l'avenir.

Rencontres politiques

Jean-Charles Larsonneur



En juillet dernier, nous avons été à la rencontre du député de Brest, Jean Charles Larsonneur, suite aux propos qu'il avait tenu publiquement sur le monde agricole. Le but était de lui montrer les efforts sur l'environnement et le bien être animal réalisés par la profession, lui faire prendre conscience de la réalité du métier d'agriculteur en 2020 (respect de la loi EGAlim, l'avenir de l'agriculture, ...)

Cette rencontre s'est suivie de visites d'exploitations du secteur nord Finistère, en volaille, légumes, porc à l'automne. Finalement, cela a permis de créer de l'échange et faciliter les rencontres.

Structuration des filières



La structuration des filières étant un enjeu majeur pour JA29, 2 journées de formation ont été proposées, et réalisées en 2 temps:

1. L'organisation économique des producteurs: les enjeux liés au droit de la concurrence, prérogatives, principes de constitution et de fonctionnement.
2. La contractualisation: les grands principes d'un contrat, l'histoire de la

contractualisation inversée dans le secteur laitier, la loi EGAlim, la coopération agricole et les perspectives.

Le syndicalisme a un rôle central dans la structuration des filières en parallèle des OP et des agriculteurs. La formation a permis de mieux comprendre et appréhender les différentes filières, les agents économiques qui nous entourent et leurs rôles, avec des exemples concrets et des mises en situations. Il n'y a plus qu'à pousser pour faire avancer chaque filière.

Mobilisation



Le vendredi 18 décembre, les JA 29 se sont mobilisés en même temps que les autres départements bretons dans une grande surface pour dénoncer l'injuste répartition du prix entre le producteur, les maillons intermédiaires et les distributeurs, qui n'est ni viable, ni durable. Par cette opération, les

JA ont voulu sensibiliser les consommateurs d'une part, en leur expliquant la répartition du prix payé, mais également sur l'importance de manger français; et d'autre part, demander la prise en compte des coûts de production, l'application des EGA, et faire reconnaître la valeur des agriculteurs !

Certains échanges constructifs ont débouché sur la volonté d'organiser des rencontres pluri acteurs : GMS, préfecture, parlementaires, Jeunes Agriculteurs.



VOS AGRICULTEURS ONT DE LA VALEUR !

Ils vous nourrissent

"Nos régions ont du talent" **MAIS SES ARTISTES SONT BÉNÉVOLES**

"Le commerce qui profite à tous" **SAUF AUX PRODUCTEURS**

"Des actions concrètes pour mieux manger" **DES ACTIONS CONCRÈTES POUR MOINS PAYER**

"Merci à tous les héros discrets" **LES MERCI N'ONT JAMAIS NOURRI PERSONNE**

Jeunes Agriculteurs
Région Bretagne

Irsea
Bretagne

#sillteplait: opération de dépôt de CV



Après une large communication sur son plan d'entreprise, sur les millions d'euros investis et sur une importante campagne de recrutement, les Jeunes Agriculteurs du Finistère et la FDSEA se sont mobilisés lundi 21 décembre devant les locaux de la SILL à Plouvien. Une trentaine d'agriculteurs se sont déplacés pour remettre leur CV au dirigeant de la laiterie. Bon nombre d'autres adhérents JA ou FDSEA l'ont transmis par courrier.

La FDSEA et les JA exigent une meilleure répartition de la valeur et des risques, une gestion concertée des volumes et que les producteurs de lait puissent enfin vivre de leur métier ! Le PDG a entendu les revendications des agriculteurs, nous attendons des actes !

Vie du syndicat

Rencontres avec les partenaires

Comme chaque année, JA 29 a rencontré ses partenaires pour faire le point sur les actions, actualités, la nouvelle équipe et les lignes syndicales JA. L'occasion de faire le point sur nos dossiers respectifs en cours et en projet. Cela permet également de maintenir le lien avec eux.

Réseau JA

JA c'est aussi le réseau hors département, en région notamment où JA29 participe à de nombreux groupes de travail, formations et autres sur les filières, l'installation, le foncier et la communication. Le réseau c'est aussi des temps d'échanges entre administratifs et/ou élus pour continuer de se former et d'avancer ensemble.



Représentations JA

Le contexte sanitaire n'a pas empêché JA de continuer son travail, notamment au travers des représentations.

Hormis les CDOA structures qui ont été suspendus le temps du premier confinement, les CDOA économie, comités SAFER, CDPENAF, stages 21h ou autres formations 3P, instances Chambre d'Agriculture 29 ou encore FDSEA 29 et autres se sont organisés à distance, et nous avons donc pu continuer de défendre nos positions et les dossiers de chacun !

Sur la partie Structure, avec le confinement les publicités foncières ont été suspendues jusqu'à l'été, puis les délais se sont raccourcis de 2 mois de publicités à 1 mois, donnant ainsi des CDOA Structures très denses à la rentrée !

Rencontres avec la DDTM

En 2020, JA29 a rencontré plusieurs fois la DDTM. Nous avons des échanges réguliers sur divers sujets, mais les principaux restent toujours l'installation et le foncier. Ils nous permettent de toujours mieux défendre les adhérents, de rester au courant des actualités de la DDTM, et surtout d'avoir une relation de confiance et ainsi de privilégier les échanges directs.

Victoires syndicales

Obtenu

- **MSA** : Dans le contexte de crise sanitaire, la possibilité d'opter pour l'assiette « nouvel installé » pour l'année 2020 a été adoptée.
- **TO-DE** : Reconduction du dispositif TO-DE jusqu'au 31/12/2022.
- **Installation** : Simplification du dispositif d'accompagnement à l'installation à travers l'assouplissement des contrôles et des avenants

Les travaux continuent

- **MSA** : Demande concernant la possibilité de cumuler l'exonération de cotisations sociales « jeunes » et les variations de taux de cotisations MSA



Jeunes Agriculteurs du Finistère

24 Route de Cuzon

29000 QUIMPER

02 98 52 43 21

jeunes-agriculteurs@ja29.com

@ www.ja29.com



@JeunesAgri29



@JA_Finistère

